COMPTE RENDU DE LA REUNION DE CONSEIL DU 26 FEVRIER 2019

Le quorum n'ayant pas été atteint lors de la séance du 06 février 2019, le conseil municipal a été à nouveau convoqué le mardi 26 février 2019 à 20 h 00, et peut délibérer valablement sans condition de quorum.

Le 19 février 2019, convocation du Conseil Municipal de Ligny en Cambrésis, pour le 26 février 2019 et dont l'ordre du jour portait sur :

- 1- Retrait de la délibération de mise en place du régime de priorité à droite
- 2- Nouvelle réflexion sur la mise en place, ou non, du régime de priorité à droite sur la commune
- 3- Prise en charge des dépenses d'investissement BP 2019 (25 %) avant le vote du budget
- 4- Demandes de subventions au titre des dépenses d'investissement BP 2019
- 5- Proposition de mise en vente d'un terrain cadastré C 1483
- 6- Vote des subventions aux associations pour l'année 2019
- 7- Recrutement d'emplois dans le cadre du Parcours Emploi Compétences
- 8- Questions diverses

Membres présents (11) : Pierre-Alain TAISNE, Pascal FOULON, Virginie BOUDAILLER MARLIER, Bernard RONNEL, Julien LEONARD, Janine TOURAINNE LEMAIRE, Violetta LOCOSSE DE LUCA, Frédéric BRICOUT, Valérie COULON DEUDON, Stéphanie DESBONNET BUIRON, Eric HAVARD

Membres représentés (3) : Anabela DOMINGUES BEZELGA donne procuration à Valérie COULON DEUDON, Valérie LEFEVRE donne procuration à Pierre-Alain TAISNE, Grégory HERBIN donne procuration à Stéphanie DESBONNET BUIRON,

Membres absents (5) : José CARVALHO (excusé), Michèle BRULANT BANSE, Jacques RENARD, Karine AFCHAIN GERNEZ, Jacques LERICHE

Monsieur Frédéric BRICOUT a été élu secrétaire de séance.

Monsieur le Maire interroge le Conseil Municipal sur le procès-verbal de la séance du 13 décembre 2018. Aucune objection n'étant formulée, le compte-rendu est adopté à l'unanimité.

Monsieur le Maire demande aux membres du Conseil Municipal, si deux questions supplémentaires concernant la contribution de la commune au titre de la Défense Extérieure Contre l'Incendie, et la mise en place d'une convention de mise à disposition d'un local pour l'Espace de Vie Sociale, peuvent être ajoutées à l'ordre du jour. Demande acceptée à l'unanimité.

Avant de commencer l'ordre du jour, Monsieur le Maire dit regretter le comportement de l'opposition lors de la séance du 6 février dernier, qui a dû être reportée faute de quorum. Il regrette également son absence ce jour. L'opposition se dit constructive, mais le fait de ne pas vouloir participer au conseil lorsqu'ils s'aperçoivent qu'il n'y a que 9 personnes présentes (sans se préoccuper des procurations éventuelles) avant leur arrivée est indigne.

Dans le cas inverse, Monsieur le Maire précise qu'il n'aurait jamais quitté les lieux.

1^{ère} QUESTION : REMPLACEMENT EN TOUT OU PARTIE DE LA CONTRIBUTION DE LA COMMUNE, AU TITRE DE LA DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE, PAR LE PRODUIT DES IMPOTS

Le conseil Municipal,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 8 avril 1971 portant la création du Syndicat Intercommunal d'Assainissement du Nord (SIAN),

Vu les arrêtés successifs portant extension ou réduction du périmètre, modification des statuts du SIAN et notamment :

- ✓ L'arrêté préfectoral du 21 novembre 2008 dotant le SIAN d'une compétence à la carte supplémentaire « Eau Potable et Industrielle » et d'un changement de dénomination, à savoir le SIDEN-SIAN
- ✓ L'arrêté interdépartemental du 12 mai 2014 dotant le SIDEN-SIAN d'une compétence à la carte supplémentaire « Défense Extérieure contre l'Incendie »

Vu les arrêtés interdépartementaux en date du 30 juin 2016, du 30 décembre 2016, du 31 juillet 2017, du 29 décembre 2017 et du 15 juin 2018 portant transfert au SIDEN-SIAN de la compétence « Défense Extérieure contre l'Incendie » par la commune,

Vu les dispositions du code Général des Collectivités Territoriales et notamment celles de l'article L.5212-20, à savoir :

- 1) Le Comité Syndical peut décider de remplacer en tout ou partie cette contribution par le produit des impôts,
- 2) La mise en recouvrement de ces impôts ne peut toutefois être poursuivie que si le Conseil Municipal, obligatoirement consulté dans un délai de quarante jours, ne s'y est pas opposé en affectant d'autres ressources au paiement de sa quote-part

Vu la délibération du Comité Syndical en date du 14 décembre 2018 fixant le montant de la cotisation syndicale et instaurant le principe pour l'année 2019 du recouvrement de cette cotisation par le produit des impôts,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide :

ARTICLE 1 :

Le Conseil Municipal décide de s'opposer au remplacement en tout ou partie de la contribution de la commune, au titre de la défense Extérieure Contre l'Incendie, par le produit des impôts.

ARTICLE 2 :

Le Conseil Municipal décide d'affecter le paiement de cette cotisation syndicale sur le budget général de la commune.

ARTICLE 3 :

Le Conseil Municipal demande au SIDEN-SIAN d'émettre un titre de recettes correspondant au montant de la cotisation syndicale à l'encontre de la commune.

ARTICLE 4 :

Monsieur le Maire est chargé d'exécuter le présent acte administratif en tant que de besoin

2ème QUESTION : CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN LOCAL POUR L'ESPACE DE VIE SOCIALE

Monsieur le Maire rappelle l'ouverture de l'Espace de Vie Sociale dans un local situé 2 Place du 8 Mai (ancienne mairie). Ce projet, cependant, ne pouvant être porté que par une association, pour permettre de bénéficier de subventions de la CAF et du Conseil Départemental, l'association « MAISON DE VIE SOLIDAIRE », récemment créée pour l'occasion, accepte de porter cette action. L'objectif général étant de développer l'accompagnement, le soutien et l'écoute auprès des personnes seules, âgées, et des familles.

Le bureau de l'association est composé de Mr Jean Claude DUFOUR, Président, Madame Monique SCHIEBER, Trésorière, et Madame Danièle Dufour, Secrétaire.

La commune mettra à la disposition de la Maison de Vie Solidaire, un local situé 2 Place du 8 mai, qui sera utilisé comme bureau par l'intervenante.

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'il convient de mettre à disposition de l'association « Maison de Vie Solidaire », dans les conditions suivantes :

- Un local situé au 2 Place du 8 mai (ancienne mairie) à titre gratuit
- L'association supportera l'ensemble des charges locatives incombant normalement au locataire (chauffage, eau, gaz, électricité, téléphone et l'entretien des locaux) pour une période de 3 ans, allant du 1er mars 2019 au 31 décembre 2021 inclus, pour la première période.

Les charges de fonctionnement de cette association seront financées à plus de 80% par la CAF du Nord et pour moins de 20% par le CCAS de la commune.

Les travaux d'investissement pour l'aménagement du bureau de l'intervenante seront financés, quant à eux, à hauteur de 50% par la CAF du Nord.

Monsieur Eric Havard soutient la démarche, et demande que toutes les associations qui font « bouger le village » soient défendues de la même façon.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité consent et :

- Autorise Monsieur le Maire à signer la convention de mise à disposition du local et des équipements aux conditions sus énoncées, pour la période du 1^{er} mars 2019 au 31 décembre 2021 inclus.
- Autorise Monsieur le Maire à procéder à l'émission d'un titre pour l'ensemble des charges locatives (chauffage, eau, gaz, électricité, téléphone, et entretien des locaux)

3^{ème} QUESTION : RETRAIT DE LA DELIBERATION N° 079/2018 DU 13/12/2018, CONCERNANT LA MISE EN PLACE DU REGIME DE PRIORITE A DROITE ET DESIGNATION DES CARREFOURS CONCERNES PAR CE CHANGEMENT

Monsieur le Maire présente un nouveau plan de la commune reprenant la mise en place de la priorité à droite. Ce nouveau plan, qui annulerait celui qui a été délibéré lors de la séance du Conseil Municipal du 13 décembre 2018 (délibération n°078/2018), a été réalisé en concertation avec la gendarmerie. Un avis favorable a été rendu par la Voirie Départementale du Nord, et l'auto-école de la commune.

Monsieur le Maire rappelle qu'il possède les pouvoirs de police générale lui permettant de mener des missions de sécurité, tranquillité et salubrité publiques, prenant notamment en compte la circulation et le stationnement des véhicules. Il souhaite, cependant, ne pas décider seul du changement de priorité, et choisi de consulter son conseil municipal afin de recueillir l'avis de chacun.

Monsieur le Maire demande aux membres du Conseil Municipal de procéder au retrait de la délibération n°079/2018 du 13 décembre 2018, et de mener une nouvelle réflexion sur la mise en place du régime de priorité à droite, à compter du 1^{er} juin 2019, par arrêté municipal.

Monsieur Frédéric BRICOUT propose de retirer des places de stationnement aux abords des carrefours, qui sont gênants pour la visibilité des automobilistes.

Madame Janine TOURAINNE précise qu'il n'y a aucune visibilité rue Delory.

Monsieur le Maire accepte de mettre en place une signalisation au sol pour l'interdiction de stationner (matérialisé par une croix blanche), aux abords des carrefours dits « dangereux ».

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à 13 voix POUR, 1 abstention (Grégory Herbin par procuration) et 0 voix CONTRE :

- Décide de retirer la délibération n° 079/2018 du 13 décembre 2018, relative à la mise en place du régime de priorité à droite et la désignation des carrefours concernés par ce changement.

Le nouveau plan présenté par Monsieur le Maire, est ensuite soumis à l'approbation des conseillers municipaux, qui décident à 7 VOIX POUR, 7 VOIX CONTRE (Violetta Locosse, Stéphanie Desbonnet, Eric Havard, Janine Tourainne, Frédéric Bricout, Herbin Grégory par procuration et Valérie Lefevre par procuration) et AUCUNE ABSTENTION, la validation du projet tel qu'il est présenté.

Dans le cas d'une égalité POUR - CONTRE, la voix du Maire est prédominante.

Monsieur le Maire ayant voté POUR, le nouveau projet concernant la mise en place de la priorité à droite sur la commune, est validé et sera appliqué à partir du 1^{er} juin 2019.

4^{ème} QUESTION : PRISE EN CHARGE DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT AVANT LE VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2019

Monsieur le Maire informe le conseil des dispositions extraites de l'article L1612-1 du Code Général des Collectivités :

Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1^{er} janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget. En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Les dépenses d'investissement concernées sont les suivantes :

2121 / opération 132 - Plantations d'arbres	1 250.00 €
21318- Constructions : Autres bâtiments publics	3 553.00 €
2151 / opération 132 – Réseaux de voirie	7 460.00 €
21538 – Install Matériel et outill. : Autres réseaux	565.00 €
21578 – Autres matériel et outillage de voirie	900.00 €

2158 – Autres install. Matériel et outillage techniques	2 000.00 €
2183 – Matériel de bureau et informatique	500.00 €
2184 – Mobilier	2 723.00 €
2188 – Autres immobilisations corporelles	3 921.00 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, accepte la proposition de Monsieur le Maire dans les conditions exposées ci-dessus.

5^{ème} QUESTION : AMENAGEMENT DE LA MAISON DE VIE SOLIDAIRE : DEMANDE DE SUBVENTION A LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DU NORD

Dans le cadre de l'ouverture de la Maison de Vie Solidaire, Monsieur le Maire présente aux membres du Conseil Municipal, le projet d'aménagement, qui consistera :

- au remplacement de 2 fenêtres et d'une porte,
- à la rénovation du bureau de l'intervenante,
- à la mise aux normes électriques,
- à l'accessibilité pour personnes à mobilité réduite,
- et à l'équipement en mobilier et matériel informatique.

Ce local, qui sera situé dans les locaux de l'ancienne mairie, au 2 Place du 8 Mai, servira à recevoir le public. L'objectif étant de rompre l'isolement, et leur permettre d'accéder à des activités et sorties en groupe. Le local sera accessible au public en situation de handicap.

Une animatrice en assurera les permanences.

Le coût de ces travaux s'élèverait environ à 10 000 euros HT.

Monsieur le Maire informe l'assemblée qu'un dossier de demande de subvention peut être déposé auprès de la Caisse d'Allocations Familiales du Nord dans le cadre du dispositif « d'Aide à l'investissement sur Fonds Locaux ».

Une subvention de 50% peut être accordée pour ce type de travaux.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- approuve le projet repris ci-dessus,
- autorise Monsieur le Maire à transmettre la demande de subvention d'Aide à l'investissement sur Fonds Locaux auprès de la Caisse d'Allocations Familiales du Nord.

6^{ème} QUESTION : AMENAGEMENT ET RENOVATION THERMIQUE DE L'ECOLE CHISHOLM : DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DE « L'AIDE DEPARTEMENTALE AUX VILLAGES ET BOURGS » 2019

Monsieur le Maire présente aux membres du Conseil Municipal le projet d'aménagement et de rénovation thermique de l'école primaire Chisholm.

Le coût de ces travaux s'élèverait environ à 41 000 euros HT.

Monsieur le Maire informe l'assemblée qu'un dossier de demande de subvention peut être déposé auprès du Département du Nord, dans le cadre du dispositif « d'Aide Départementale aux Villages et Bourgs ».

Une subvention de 40% peut être accordée pour ce type de travaux.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- approuve le projet repris ci-dessus,
- autorise Monsieur le Maire à transmettre la demande de subvention auprès du département dans le cadre du dispositif « d'Aide Départementale aux Villages et Bourgs » 2019.

7^{ème} QUESTION : ISOLATION ACOUSTIQUE DE LA GARDERIE SCOLAIRE : DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DE « L'AIDE DEPARTEMENTALE AUX VILLAGES ET BOURGS » 2019

Suite à l'étude réalisée par la société DECIBEL, Monsieur le Maire présente aux membres du Conseil Municipal le projet d'isolation acoustique de la garderie scolaire.

Le coût de ces travaux s'élèverait à 11 000 euros HT.

Monsieur le Maire informe l'assemblée qu'un dossier de demande de subvention peut être déposé auprès du Département du Nord, dans le cadre du dispositif « d'Aide Départementale aux Villages et Bourgs ».

Une subvention de 40% peut être accordée pour ce type de travaux.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- approuve le projet repris ci-dessus,
- autorise Monsieur le Maire à transmettre la demande de subvention auprès du département dans le cadre du dispositif « d'Aide Départementale aux Villages et Bourgs » 2019.

8^{ème} QUESTION : VENTE PARCELLE C 1483 CHEMIN DU NORD

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil Municipal, qu'il a reçu une demande de Monsieur Julien LEONARD, concernant l'acquisition de la parcelle cadastrée C 1483 Chemin du Nord, dont la commune est propriétaire, et qui se trouve accolée à leur propriété située rue Gabriel Péri.

Ce terrain de 96 m² avait été estimé en 2015, à 400 euros par le service des domaines.

Monsieur le Maire propose de rétrocéder la parcelle C 1483, pour 400 € à Monsieur Julien LEONARD.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à 12 voix POUR, 0 voix CONTRE, et 1 ABSTENTION (Grégory HERBIN par procuration) - Monsieur Julien LEONARD étant intéressé dans cette affaire, ne prend pas part au vote :

- approuve la vente de la parcelle sise, Chemin du Nord, d'une superficie de 96 m², référencée au cadastre section C 1483 aux prix de 400,00 euros, à Monsieur Julien LEONARD,
- autorise Monsieur le Maire à signer l'acte de vente définitif.

9^{ème} QUESTION : VOTE DES SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS – ANNEE 2019

Monsieur le Maire donne connaissance à l'assemblée des demandes de subventions formulées pour l'année 2019.

Il rappelle également que pour les associations communales, le but de la subvention allouée est de favoriser l'activité d'intérêt général à laquelle se livre chacune d'elles.

Monsieur le Maire précise également que le versement de la subvention est subordonné au respect des conditions impératives suivantes :

- invitation du Maire ou de l'un de ses représentants lors de la tenue de l'assemblée générale,
- production du bilan financier et moral de l'année,
- solliciter l'octroi de la subvention par demande écrite
- être à jour de ses statuts

et

- production d'une attestation d'assurance justifiant que l'association est bien assurée contre le vol, l'incendie, les dégâts des eaux et couvrant la responsabilité civile, notamment pour les associations communales occupant à titre permanent ou occasionnel l'un des bâtiments communaux quel qu'il soit.
- respect des locaux communaux mis à disposition qui ne seront utilisés en aucun cas à d'autres fins que celles prévues dans les statuts de l'association.

A défaut de remise de ces documents lors de l'assemblée générale, le versement de la subvention ne pourra intervenir.

Concernant les Musicalesus, Monsieur Eric Havard demande si une convention existe entre l'association et la commune pour la mise à disposition des instruments achetés par la mairie, et si le professeur de guitare est rémunéré par l'association ?

Monsieur le Maire répond qu'une convention est en cours de rédaction. A propos des cours de guitare, la cotisation des nombreux élèves suffit à rémunérer le professeur.

Monsieur le Maire remercie « **les Porteurs de la Mémoire** » pour la cérémonie rendue au Lieutenant Chisholm en août 2018, et la venue de Kate Roberson arrière-petite nièce du Lieutenant, venue directement de Sydney. Ainsi que pour le déplacement organisé à Paris en juin 2018, pour rallumer la flamme du soldat inconnu sous l'Arc de Triomphe.

Monsieur le Maire propose de porter la subvention 2019 à 450 €, comprenant les 280 € de subvention annuelle + 170 €, de façon exceptionnelle, correspondants à 50% des frais occasionnés, lors de la venue de Kate Roberson.

Les membres de l'**Union Nationale des Combattants** souhaitent ériger une stèle en mémoire des opérations extérieures (Syrie, Irak, Mali,...).

Monsieur le Maire pense que c'est à la commune de prendre en charge ce type de dépense. L'avis est partagé par l'ensemble du conseil municipal.

Concernant la **Société de chasse**, Monsieur le Maire précise qu'elle intervient sur le territoire de la commune pour tuer les nuisibles et réguler la population du gibier.

En 2018, 50 renards ont été piégés sur la commune. La mairie fait parfois appel à la société de chasse, pour intervenir chez les particuliers victimes des nuisibles.

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil Municipal que la fédération des chasseurs du Nord verse 12€ par queue de renard à la société de chasse, et que la société de chasse donne 15€ par renard au piéteur.

Elle organise, également, le repas de chasse et la course « les Leus en couleurs » qui a encore remportée un vif succès l'année dernière en rassemblant 800 personnes.

Monsieur le Maire propose de fixer la subvention 2019 à 750 € (500 € en 2018), afin de prendre en compte les aides de la Fédération.

Monsieur Eric Havard rappelle que l'association « les Ados Dynamiques » avait demandé et obtenu une subvention 2018 de 1 200 € pour une simple soirée mousse. Par contre lorsque la Société de chasse demande une subvention de 1 000 €, on devrait lui allouer 750 € !

Monsieur le Maire rappelle que « les Ados Dynamiques » n'ont pas eu de subventions en 2016 et 2017. Si on détermine une subvention de 400 € / an, cela reviendrait à dire que l'association a perçu une subvention de 3 années en 2018 (2016 + 2017 + 2018 = 3 x 400 €).

Il ajoute le fait que lors de l'assemblée des ados dynamiques, la décision du Bureau a été prise de ne plus demander des subventions exceptionnelles lors d'événements particuliers. Dorénavant, ils demandent une subvention régulière.

Le conseil municipal délibérera sur une subvention de 1 000 € pour la Société de chasse.

Concernant les associations ayant pour but de créer de l'animation dans la commune (CDA, Comité des Fêtes, Ados dynamiques, LEF, et Amicale des Pompiers), avec Monsieur Julien LEONARD, Monsieur le Maire a souhaité les réunir afin d'harmoniser leurs subventions.

Une moyenne a été réalisée avec les subventions de 2018, et nous aboutissons à un montant de 511 €uros. L'ensemble des présidents concernés étant d'accord sur le principe, le conseil municipal valide cette proposition.

Il sera décidé de relancer l'association **Rythm'n Boots** par courrier, afin de l'inviter à participer aux festivités de la commune, et notamment à la kermesse de l'école. En effet, Monsieur Bernard Ronnel fait remarquer que cette association n'apporte rien à la commune. Monsieur le Maire répond que l'association fait des spectacles de Country un peu partout en France, ce qui permet de faire connaître la commune de Ligny-en-Cambrésis à l'extérieur. Monsieur Bernard Ronnel demande ce que cela apporte à la commune ?

Pour le **Tennis de table**, Monsieur Eric Havard s'étonne que la commune accorde une subvention de 174€ au club de Badminton qui compte 70 adhérents, et qu'une subvention de 714 € soit allouée au Tennis de table qui ne compte que 30 adhérents ?

Monsieur le Maire répond que le club de Badminton, est un club de loisirs. Il n'a pas les mêmes dépenses que le Tennis de table qui fait des compétitions, et doit s'acquitter entre autres des licences et des frais d'inscription.

Monsieur le Maire informe les membres, de la dissolution récente du club de Majorettes « les Sunlight's des Leus ».

Avant de soumettre les subventions au vote, Monsieur le Maire précise que les membres constituant le bureau des associations, sont invités à s'abstenir lorsque leur association est concernée.

Suite aux différents échanges, et aux précisions apportées par Monsieur le Maire, le Conseil Municipal est invité à délibérer sur les subventions aux associations pour l'année 2019 :

ASSOCIATIONS	ANNEE 2018	ANNEE 2019	DECISIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SECOURS POPULAIRE	58.00	59.00	13 VOIX POUR – 0 VOIX CONTRE – 1 ABSTENTION (Grégory Herbin)
CROIX ROUGE	224.00	228.00	13 VOIX POUR – 0 VOIX CONTRE – 1 ABSTENTION (Grégory Herbin)
SECOURS CATHOLIQUE	66.00	67.00	13 VOIX POUR – 0 VOIX CONTRE – 1 ABSTENTION (Grégory Herbin)

CONSEILS ET FINANCES FAM	185.00	189.00	13 VOIX POUR – 0 VOIX CONTRE – 1 ABSTENTION (Grégory Herbin)
RESTAURANTS DU CŒUR	185.00	189.00	13 VOIX POUR – 0 VOIX CONTRE – 1 ABSTENTION (Grégory Herbin)
DON DU SANG	102.00	104.00	13 VOIX POUR – 0 VOIX CONTRE – 1 ABSTENTION (Grégory Herbin)
ENTENTE MUSICALE	552.00	563.00	12 VOIX POUR – 1 VOIX CONTRE (Anabela Bezelga) – 1 ABSTENTION (Grégory Herbin)
LES MUSICALEUS	1400.00	500.00	11 VOIX POUR – 2 VOIX CONTRE (Violetta Locosse – Bernard Ronnel) – 1 ABSTENTION (Grégory Herbin)
SUBVENTION ALLOUEE A L'ECOLE	530,00	541.00	13 VOIX POUR – 0 VOIX CONTRE – 1 ABSTENTION (Grégory Herbin)
LES PORTEURS DE LA MEMOIRE	275,00	450.00	13 VOIX POUR – 0 VOIX CONTRE – 1 ABSTENTION (Grégory Herbin)
LA VIE DES LEUS	500.00	200.00	12 VOIX POUR – 0 VOIX CONTRE – 1 ABSTENTION (Grégory Herbin) – Monsieur Bernard Ronnel, membre du bureau de l'association, ne prend pas part au vote
UNION NATIONALE DES COMBATTANTS	400.00	408.00	13 VOIX POUR – 0 VOIX CONTRE – 1 ABSTENTION (Grégory Herbin)
FOYER DES AINES	594.00	606.00	13 VOIX POUR – 0 VOIX CONTRE – 1 ABSTENTION (Grégory Herbin)
COMITE DES FETES	757.00	511.00	13 VOIX POUR – 0 VOIX CONTRE – 1 ABSTENTION (Grégory Herbin)
LIGNY EN FETE	530.00	511.00	13 VOIX POUR – 0 VOIX CONTRE – 1 ABSTENTION (Grégory Herbin) - La subvention de 2018 n'ayant pas été versée la régularisation se fera sur l'année 2019
LES ADOS DYNAMIQUES	1 200.00	511.00	13 VOIX POUR – 0 VOIX CONTRE – 1 ABSTENTION (Grégory Herbin)
AMICALE DES ANCIENS SAPEURS POMPIERS	400.00	511.00	13 VOIX POUR – 0 VOIX CONTRE – 1 ABSTENTION (Grégory Herbin)
COMITE DE DEVELOPPEMENT ET D'ANIMATION	434.00	511.00	13 VOIX POUR – 0 VOIX CONTRE – 1 ABSTENTION (Grégory Herbin)
LA MAISON DE VIE SOLIDAIRE (ex Animations locales de Ligny-en-Cis -AVQ)	3 014.00	3 014.00	13 VOIX POUR – 0 VOIX CONTRE – 1 ABSTENTION (Grégory Herbin)
LA MAISON DE VIE SOLIDAIRE (EVS)		2 732.00	13 VOIX POUR – 0 VOIX CONTRE – 1 ABSTENTION (Grégory Herbin) Subvention calculée sur 10 mois de fonctionnement en 2019
AMICALE LAIQUE	6 150.00		Pas de classe de neige en 2019 donc pas de subvention
SOCIETE DE CHASSE	500.00	1 000.00	7 VOIX POUR – 3 VOIX CONTRE (P-A Taisne – Pascal Foulon – Valérie LEFEVRE) – 4 ABSTENTIONS (Bernard Ronnel - Grégory Herbin – Violetta Locosse – Anabela Bezelga)
RYTHM'N BOOTS	461.00	470.00	11 VOIX POUR – 0 VOIX CONTRE – 3 ABSTENTIONS (Bernard Ronnel-Violetta Locosse-Grégory Herbin)
BADMINTON CLUB	171,00	174.00	13 VOIX POUR – 0 VOIX CONTRE – 1 ABSTENTION (Grégory Herbin)
MOTO CLUB DES LEUS	230.00		L'association ne sollicite pas de subvention pour 2019
LES CH'TI BOULEUX	150 ,00	153.00	13 VOIX POUR – 0 VOIX CONTRE – 1 ABSTENTION (Grégory Herbin)
LIGNY FOOTBALL CLUB	5 300.00	5 300.00	Montant provisionné à l'article 6574 du BP 2019 qui sera délibéré lors de la séance du CM du mois de juin

TENNIS DE TABLE	700.00	714.00	8 VOIX POUR – 1 VOIX CONTRE (Pascal FOULON) – 4 ABSTENTIONS (Bernard Ronnel-Eric Havard –Violetta Locosse-Grégory Herbin) Monsieur Julien LEONARD, membre du bureau de l'association ne prend pas part au vote
LES AMIS REUNIS	500.00	510.00	9 VOIX POUR – 2 VOIX CONTRE (Pascal Foulon-Bernard Ronnel) – 3 ABSTENTIONS (Violetta Locosse-Eric Havard-Grégory Herbin)
DANS LES YEUX D'HUGO	0.00	0.00	Associations ne sollicitant pas de subvention
MAM	0.00	0.00	
SIAM CLUB BOXING	0.00	0.00	
AEROSPORT	0.00	0.00	Associations ne sollicitant pas de subvention
COMITE CYCLISTE	0.00	0.00	
KARAFAN	0.00	0.00	
LE RAMIER	0.00	0.00	
LIGNY A TRAVERS LES AGES	0.00	0.00	
LIGNY RACING TIME	0.00	0.00	
RANDOS CLUB LIGNY	0.00	0.00	

- les crédits seront ouverts au budget primitif 2019

10^{ème} QUESTION : RECRUTEMENT D'EMPLOIS DANS LE CADRE DU PARCOURS EMPLOI COMPETENCES

Le dispositif du parcours emploi compétences a pour objet l'insertion professionnelle des personnes sans emploi rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi.

La mise en œuvre du parcours emploi compétences repose sur le triptyque emploi-formation-accompagnement : un emploi permettant de développer des compétences transférables, un accès facilité à la formation et un accompagnement tout au long du parcours tant par l'employeur que par le service public de l'emploi, avec pour objectif l'inclusion durable dans l'emploi des personnes les plus éloignées du marché du travail.

Ce dispositif, qui concerne, notamment, les collectivités territoriales et leurs établissements, prévoit l'attribution d'une aide de l'Etat.

Les personnes sont recrutées dans le cadre d'un contrat de travail de droit privé. Ce contrat bénéficie des exonérations de charges appliquées aux contrats d'accompagnement dans l'emploi.

La durée hebdomadaire afférente à l'emploi est de 20 heures par semaine, la durée du contrat est de 12 mois et la rémunération doit être au minimum égale au SMIC.

Pour une plus grande souplesse dans l'organisation des services, Monsieur le Maire demande aux membres du Conseil Municipal de l'autoriser à contracter des contrats aidés dénommés Parcours Emploi Compétences, en cas de besoin.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents :

- ✓ Autorise Monsieur le Maire à recruter 10 contrats aidés dénommés Parcours Emploi Compétences
- ✓ Autorise par conséquent, Monsieur le Maire à signer les conventions et tout acte nécessaire à la mise en œuvre du dispositif et à percevoir l'aide de l'Etat ainsi que les contrats de recrutements des agents
- ✓ Dit que les crédits seront inscrits au budget communal de chaque année.

INFORMATIONS ET QUESTIONS DIVERSES

1/ Point sur le personnel communal :

Monsieur le Maire rappelle qu'en plus du personnel titulaire, l'entretien des bâtiments est assuré par un contrat à durée déterminée à 35h qui se termine en juillet prochain, et un Contrat Unique d'Insertion à 20h dont la fin est prévue le 05 mars 2019, et ne peut être renouvelé. Ce contrat fera l'objet d'un remplacement par une personne éligible au Parcours Emploi Compétences.

Monsieur Eric Havard demande ce que deviennent les personnes en contrat aidé après leur départ de la mairie ?

Monsieur le Maire précise qu'une formation est financée par la commune pour chacun d'eux, afin de leur apporter une qualification supplémentaire, pour leur permettre de trouver du travail plus facilement par la suite.

Cependant, il est vrai que malgré le travail accompli en mairie, et la formation supplémentaire, certains demeurent demandeurs d'emploi.

2/ Dates des prochaines réunions :

Le 27 février – 18h30 – salle polyvalente : Débat public « gilets jaunes »

Le 18 mars – 18h30 : Commission travaux

Le 22 mars – 18h30 – salle polyvalente : réunion d'information sur la fibre optique

Le 27 mars – 10h30 : Commission scolaire

Le 1^{er} avril – 9h15 : Commission CCAS (vote du BP 2019 + Ca 2018)

Le 04 avril – 20h00 : Conseil Municipal (vote du Budget Primitif 2019 + Compte Administratif 2018)

3/ Signalisation temporaire / changement de priorité :

Monsieur Frédéric BRICOUT demande qu'une signalisation temporaire soit mise en place de juin à septembre au minimum, pour informer les automobilistes du changement de priorité sur la commune.

Des panneaux d'information seront placés à chaque entrée de la commune, et aux carrefours concernés.

L'ordre du jour étant terminé, la séance est levée à 21 heures 30

Membres présents devant signer :

Pierre-Alain TAISNE	Pascal FOULON	Virginie BOUDAILLER
Bernard RONNEL	Julien LEONARD	Janine TOURAINNE
Violetta LOCOSSE DE LUCA	Frédéric BRICOUT	Valérie COULON DEUDON
Stéphanie DESBONNET	Eric HAVARD	